

**ÉDITORIAL**MARTIN  
BUXANT

Après la déclaration du Premier ministre

# Quel pays pour nos enfants?

**O**n peut ne pas aimer les libéraux, c'est autorisé. On peut être de gauche, c'est autorisé également. De même, on est en droit de juger que le discours du Premier ministre, ce mardi au Parlement fédéral, était monochrome et monotone, mais à l'aune de l'état de l'économie belge – qui est, quoiqu'en dise l'opposition, plutôt bon – il faut admettre qu'un certain sillon a été tracé.

Bien sûr, la conjoncture européenne entraîne le wagon belge mais des pas importants ont été posés pour réformer. Faute d'avancer, on recule, c'est bien connu, il faut donc poursuivre sur la voie des réformes – qu'elles soient fiscales, dédiées aux retraites ou encore à l'emploi. Car une seule question, au fond, importe. Voulons-nous oui ou non laisser

**Mobilité, santé publique, environnement: voilà les boussoles de Charles Michel pour le terme de son mandat. À côté du socio-économique.**

un pays en meilleur état à nos enfants que celui dans lequel nous avons grandi? C'est la question que se posent, par exemple, les gouvernements dans les États scandinaves à chaque fois qu'ils entreprennent une réforme. Le reste n'est que verbiage et palabres, à la manière de «Ridicule», le chef-d'œuvre où Patrice Leconte montrait combien la critique pouvait être vaine.

Il y a aujourd'hui 4,7 millions de Belges au travail. Qu'on s'assure maintenant que ces jobs profitent à tous, qu'on encourage les entrepreneurs, l'esprit d'entreprise, le dynamisme et la prise en main par chacun. Mais en veillant à ne pas laisser les plus faibles au bord du chemin. La pauvreté qui accable certaines personnes en Belgique ne peut être ignorée. Il suffit de se promener sous les ponts de la gare du Midi pour voir combien la misère gagne du terrain. À ces gens-là, aussi, Charles Michel doit parler.

À côté du socio-économique: des chantiers qui se rejoignent et qui doivent être l'unique boussole du Premier ministre pour la fin de son mandat. Œuvrer à un mieux-être général des Belges. Les enjeux de mobilité, de santé publique et environnementaux requièrent toute l'attention de son gouvernement et ne peuvent plus être considérés comme de seconde catégorie.